

QUARANTE ANS APRÈS LA GUERRE DU KIPPOUR

Sébastien Boussois

Armand Colin | « [Revue internationale et stratégique](#) »

2013/3 n° 91 | pages 129 à 137

ISSN 1287-1672

ISBN 9782200928766

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2013-3-page-129.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Quarante ans après la guerre du Kippour

Sébastien Boussois

Docteur en sciences politiques, conseiller scientifique à l'Institut MEDEA (Bruxelles), chercheur associé à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et au Centre Jacques Berque (CNRS-Rabat), président du Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient (CCMO).

« Tout est bruit pour qui a peur »
Sophocle

Dans *Le Proche-Orient éclaté. 1956-2000*, l'historien Georges Corm affirme : « aucun doute n'est possible, le déclenchement de la guerre d'octobre 1973 est bien la décision du président Anouar El-Sadate. C'est aussi une décision courageuse, car elle est prise contre l'avis de beaucoup d'officiers de l'état-major égyptien, qui ne croient guère possible une aventure militaire visant à traverser le canal »¹. L'extension du territoire israélien après la guerre du 6 juin 1967, avec la prise du Golan au Nord, du Sinaï au Sud, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, a quadruplé la taille du territoire israélien, constituant ainsi une garantie de zones de sécurité inviolables. De leurs côtés, les États arabes de la région n'ont toujours pas accepté cette perte, rongé leur frein après les défaites de 1948, consécutive à la création d'Israël, de 1956 et de 1967. En octobre 1973, en décidant d'intervenir simultanément au Sud et au Nord, l'Égypte et la Syrie entendent jouer pleinement de l'effet de surprise et récupérer leurs territoires perdus.

1. Georges Corm, *Le Proche-Orient éclaté. 1956-2000*, Paris, Folio Histoire, 2000, p. 341.

De l'attaque surprise de Yom Kippour à la médiation internationale

Tout ce qui avait fait la force d'Israël depuis 1948 s'effondre alors en quelques jours. Au-delà de la *bithakhon*, ce sentiment sécuritaire permanent, le concept de la *tzadkanout*, qui pousse les Israéliens à considérer chacune de leurs actions légitimes dès l'instant qu'elles touchent à ce qu'ils pensent relever de leur survie, est également ébranlé. Les Israéliens semblent avoir sous-estimé les capacités d'action et de réaction de leurs adversaires, mais également l'évolution de leur équipement – après la guerre des Six jours, l'armée égyptienne s'est, en effet, modernisée et a tiré les leçons des guerres précédentes. La construction de la ligne Bar Lev après la guerre des Six Jours doit éviter toute intrusion de l'Égypte sur le territoire israélien dans le Sinaï. Or, le président égyptien A. El-Sadate a promis depuis son arrivée au pouvoir en 1970 de rendre à l'Égypte son intégrité. Alors que la situation économique égyptienne est catastrophique, l'hypothèse d'une vaste offensive et d'une victoire sur Israël est censée resserrer l'unité du pays. Parallèlement, la Syrie s'assure un réarmement, notamment grâce à l'aide de l'URSS, et envisage une reprise du Golan pour refermer la plaie de 1967. Si les services israéliens l'ont imaginé, ils n'y croient pas dans l'immédiat, et ce malgré les mouvements de troupes égyptiens et l'entraînement des armées égyptienne et syrienne respectivement aux frontières Sud et Nord de l'État hébreu.

La diplomatie ne faisant rien à la rancœur des deux pays amputés, ils se lancent donc le 6 octobre 1973, en plein ramadan et pendant le nouvel an juif, *Yom Kippour*, dans une opération conjointe surprise. En réalité, selon les archives récemment révélées¹, Golda Meir, Premier ministre d'Israël, organise une réunion de crise le 6 octobre 1973 à 8 h 05 ; « dans la nuit, le Mossad l'a avertie de l'imminence d'une guerre. De source sûre – qui se révélera être le beau-fils de Nasser, Ashraf Marwan – l'Égypte et la Syrie s'appêtent à attaquer Israël. Pourtant certains en doutent encore »². Pour l'ensemble de la population israélienne, la surprise est totale. Même dans les dernières heures, il est très difficile pour l'état-major israélien d'avoir une idée de la véracité des faits. À 13 h 58, les Syriens attaquent en premier au Nord avec 1 000 chars et trois divisions d'infanterie, puis à 14 h 18, c'est au tour de l'armée égyptienne d'attaquer au Sud avec 1 500 chars.

Près de 400 000 soldats engagent donc la guerre contre Israël : les Syriens récupèrent le Mont Hermon, les Égyptiens près de 500 km² de leur ancien territoire. L'opération égyptienne « Badr » de reconquête du canal de Suez est fulgurante : les Égyptiens, dotés d'armes capables de détruire des tanks, avancent et bombardent en même temps des positions stratégiques israéliennes,

1. L'essentiel des éléments est détaillé dans l'article de Frédérique Schillo, « Une énième réplique au séisme de 1973. Publication des archives de la guerre du Kippour », *La Vie des idées*, 26 août 2011.

2. *Ibid.*

aéroports compris. La ligne Bar Lev se brise et 60 000 hommes finissent par traverser le canal de Suez. Côté syrien, le président Hafez Al-Assad engage son armée, qui pénètre sur le plateau du Golan sur plus de 5 kilomètres : seuls quelque 200 tanks israéliens font face aux 1 400 tanks syriens. Le 7 octobre, à 14 h 50, Moshe Dayan, ministre de la Défense d'Israël, de retour du terrain, se réunit avec les plus hautes autorités du pays, dont Golda Meir. Il « décrit une situation dramatique dans le Nord – où il est difficile de refouler les Syriens – et dans le Sinaï »¹.

« Il faudra une semaine pour que les généraux israéliens se ressaisissent, et que leurs chars reprennent l'initiative sur les deux fronts »². Le nombre de soldats et de réservistes monte à 350 000 hommes et, une fois la surprise de Kippour passée, Israël tente de reprendre l'avantage. Mais cela ne pourra se faire sans l'appui logistique américain.

En deux jours, la donne géopolitique locale a changé car Israël est affaibli et déstabilisé. Frédérique Schillo l'explique : « Moshe Dayan se montre le plus catastrophiste. La veille, il aurait déclaré en privé que le Troisième temple, c'est-à-dire Israël, était menacé de destruction. Il en appelle désormais à mobiliser tous les hommes, jeunes, vieux, et jusqu'aux juifs de Diaspora »³. Alors que l'URSS vient en renfort à ses deux alliés arabes, les États-Unis finissent par apporter leur soutien matériel à l'État hébreu.

Le 17 octobre 1973, dans le Sinaï, a lieu l'une des plus grandes batailles de chars de l'histoire contemporaine, tandis que le Koweït décrète l'embargo sur le pétrole pour faire plier les Occidentaux. Le 22 octobre, un cessez-le-feu est décidé par l'adoption de la résolution 338 du Conseil de sécurité des Nations unies, et réitéré par la résolution 340. Tout cela se fait sous l'égide du secrétaire d'État américain, Henry Kissinger, qui parvient à faire signer à Israël et à l'Égypte un accord le 11 janvier 1974. Ce dernier prévoit le retrait des troupes israéliennes du canal de Suez, sa réouverture par l'Égypte et la mise en place d'une force d'observation onusienne. Sur le versant syrien, Israël finit par se retirer des territoires conquis pendant le conflit, mais conserve le Golan conquis en 1967.

**Le 17 octobre 1973, dans le Sinaï,
a lieu l'une des plus grandes batailles
de chars de l'histoire contemporaine**

1. *Ibid.*

2. Alain Gresh et Dominique Vidal, *Les 100 clés du Proche-Orient*, Paris, Hachette Pluriel, 2003, pp. 238 et s.

3. Frédérique Schillo, *op. cit.*

Les conséquences de la guerre de 1973

S'appuyant sur l'ouverture de certaines archives relatives aux événements d'octobre 1973, l'historienne F. Schillo en relève les conséquences immédiates : « ne pas mésestimer l'ennemi : tel est [...] l'enseignement de la guerre qui a imposé à Israël d'opérer une véritable révolution mentale ». Les archives révéleront que « la peur panique de M. Dayan, était largement irraisonnée : [A. El-]Sadate n'avait en réalité aucune intention d'envahir Israël ou de mener une guerre longue. Premier surpris par son succès militaire, il devait s'en tenir à son plan originel de contraindre Israël à négocier le retrait du Sinaï et refusera de prêter main-forte à [H. Al-]Assad. De même, la guerre du monde arabe n'aura pas lieu : si la Jordanie, l'Irak, mais aussi le Koweït, la Libye, le Soudan, le Maroc et l'Algérie enverront bien des troupes au Caire et à Damas, celles-ci n'arriveront pour la plupart qu'après des combats »¹.

La guerre a aussi des conséquences humaines importantes, avec des pertes très lourdes de part et d'autre : 2 700 morts et 5 000 blessés côté israélien ; 12 000 morts égyptiens et 3 000 syriens côté arabe. C'est le conflit le plus meurtrier de l'Histoire, à ce jour, entre les parties belligérantes.

En Israël, l'ébranlement politique de l'après-guerre est de taille. Après la démission de Golda Meir en 1974 et le départ du ministre de la Défense, Moshe Dayan, Menahem Begin devient le premier chef d'un gouvernement issu du Likoud. C'est aussi l'arrivée du Bloc de la foi, des religieux, des nationalistes et des inconditionnels de l'argument sécuritaire d'après 1973.

Sur le plan régional, les relations entre Israël et ses voisins ont changé. Elles s'apaiseront entre Israël et la Syrie pendant des décennies, jusqu'aux tensions locales issues de la guerre civile entamée en 2011, sans pour autant que des négociations de paix n'aboutissent jamais à un accord. La Syrie devient le pire des ennemis, mais un ennemi stable. Côté égyptien, la paix avec Israël sera signée en 1978, lors des accords de Camp David. L'Égypte récupère alors le Sinaï et un soutien financier des États-Unis (près de 2 milliards de dollars par an). En revanche, elle est exclue de la Ligue arabe et A. El-Sadate paiera cette paix de sa vie, puisqu'il sera assassiné en 1981.

1973-2013 : des nouvelles formes de conflit au retour d'une menace étatique

La guerre de 1973 s'inscrit dans la transformation de la nature des conflits dans le monde depuis lors et représente la dernière guerre entre États qui a eu lieu entre Israël et des pays arabes. Pour Denis Charbit, professeur à l'Open

1. *Ibid.*

University de Tel-Aviv, « depuis 1973, Israël combat des organisations et celles-ci, comme le Hezbollah ou le Hamas, sont capables aujourd'hui de déstabiliser les États dès que leur autorité est affaiblie. C'est peut-être la faillite du système étatique régional et surtout l'explication claire qu'il est beaucoup plus difficile pour Israël de gagner ses guerres »¹.

Depuis 1973, l'État hébreu ne gagne plus une guerre, au sens où l'objectif initial n'est jamais véritablement atteint. Cela signifie plus profondément qu'Israël se positionne aussi depuis dans une logique de prévention et de guerres offensives pour montrer la puissance de son arsenal. Dans les interventions militaires israéliennes successives depuis l'opération « Paix en Galilée » à Beyrouth, en 1982, jusqu'à l'opération

« Pilier de défense » à Gaza, en 2012, Israël cherchait à déloger les mouvements terroristes et faire taire les roquettes qui s'abattent dans le Nord et le Sud du pays. Aujourd'hui, les groupes sont toujours là malgré les guerres et en sont même sortis renforcés en termes d'image et sur le plan politique.

S'il n'y a pas eu de nouvelle guerre véritablement interétatique depuis 1973, il faut bien compter sur le retour de la menace étatique depuis quelques années dans la région, avec l'instabilité en Égypte depuis deux ans et la guerre civile en Syrie. Surtout et encore, la menace iranienne persiste et nul ne peut encore prédire si l'élection, en juin 2013, de Hassan Rohani à la présidence apaisera les relations sulfureuses que Téhéran entretenait avec l'État hébreu et la communauté internationale du temps de l'ère Ahmadinejad. Les tensions de juillet en sont la preuve². Si Israël venait à frapper l'Iran, prochainement ou plus tard, ce serait la première fois qu'il se réorienterait sur l'attaque militaire d'un État depuis quarante ans.

Israël, l'Égypte et la Syrie, quarante ans après

Si, pour l'historien Dominique Vidal, « la guerre de Kippour est la dernière période de belligérance entre Israël, l'Égypte et la Syrie »³, les relations entre les trois pays n'ont jamais été aussi tendues que depuis deux ans, avec la chute de Hosni Moubarak et l'arrivée des Frères musulmans en Égypte, ainsi que la guerre civile et la chute probable, à terme, du régime alaouite en Syrie. La présence des dictateurs assurait à Israël une stabilité rare. L'arrivée de la démocratie est inquiétante pour ses frontières et l'attitude israélienne d'observation risquerait

1. Entretien privé réalisé en mai 2013.

2. « L'Iran se moque des menaces israéliennes », *RIA Novosti*, 17 juillet 2013.

3. Entretien privé réalisé en mai 2013.

La guerre de 1973 s'inscrit dans la transformation de la nature des conflits dans le monde depuis lors et représente la dernière guerre entre États qui a eu lieu entre Israël et des pays arabes

de ne pas durer si de véritables agressions étaient commises du côté du Golan et du côté du Sinaï. Les attaques contre le gazoduc, la rupture du contrat gazier privilégié entre Tel-Aviv et Le Caire, les infiltrations de certains terroristes et l'attentat perpétré contre un bus israélien en 2011 dans le Sud, tout comme la poudre que pourrait représenter le Sinaï inquiètent l'État hébreu. Au Nord, la surprotection du Golan par Israël n'a pas empêché quelques infiltrations il y a un an et, surtout, des tirs depuis la Syrie. En outre, si le Liban et l'Iran ne sont plus désormais les seuls à poser problème aux gouvernements israéliens, Tel-Aviv garde en souvenir les conséquences de la révolution iranienne de 1979, qui mit fin brutalement à leurs relations privilégiées, puis la victoire du Hamas en 2006, craignant, par-dessus tout, les gouvernements islamistes. Comme l'affirme Pierre Berthelot, chercheur à l'Institut français d'analyse stratégique (IFAS), « Israël est une puissance du *statu quo* » qui favorise ainsi « la conservation de la supériorité acquise et de la prospérité qui en procède »¹.

La peur d'Israël de disparaître ressurgit donc, après les années de succès, de confort et d'indolence post-1967. Elle est déterminante dans la situation régionale d'aujourd'hui et la position d'Israël face aux « révolutions ». Pour D. Charbit, « ce qui se passe actuellement est peut-être la fin d'un cycle durant lequel les zones frontalières furent des zones de sécurité et les États capables de contrôler parfaitement la situation. Aujourd'hui, et demain, ce ne pourra plus être le cas »².

Si la paix a bien eu lieu sur le papier entre Israël et l'Égypte, la société égyptienne n'a, dans les faits, jamais accepté cette paix froide. L'arrivée au pouvoir des Frères musulmans, ennemis jurés de H. Moubarak et de l'*establishment*, a été perçue comme un risque immédiat. Pourtant, ces derniers, coincés entre le marteau et l'enclume, se sont engagés à ne pas remettre en question le traité de paix : le pays étant déjà plongé dans une grave crise économique, il ne peut se passer de l'aide américaine qui en découle. Mohamed Morsi, s'il a joué le médiateur en décembre 2012 entre le Hamas et Israël, avec l'aide de l'ancienne secrétaire d'État américaine Hillary Clinton lors de l'opération « Pilier de défense » menée par l'État hébreu dans la bande de Gaza, s'est engagé, à l'image de son prédécesseur, à ne jamais mettre les pieds en Israël ; en tout cas pas avant qu'une paix soit effective entre Israéliens et Palestiniens. La situation à la frontière est, à l'heure actuelle, sous contrôle, même si quelques incidents peuvent inquiéter et rapidement dégénérer. Le problème majeur concerne le Sinaï, où les tensions se multiplient depuis plusieurs mois. L'attentat, en août 2011, contre un bus israélien de la compagnie Egged, assurant la liaison entre le Nord du pays et Eilat, touché par une roquette en provenance de la frontière égyptienne, tout comme la volonté du Caire d'alléger le blocus à Gaza, pourraient contrarier Israël. Le Caire a ainsi rouvert le passage de Rafah, poste-frontière gazaoui côté égyptien, le

1. In Manon-Nour Tannous (coord.), *Le monde face aux révolutions arabes. Analyses et réactions des puissances régionales et mondiales*, Paris, Cahiers du CCMO / Éditions du Cygne, 2012.

2. *Op. cit.*

23 août 2012. Afin de stabiliser durablement le front Sud et officiellement d'empêcher l'immigration clandestine, Israël construit une barrière de sécurité sur près de 240 km. L'inquiétude ultime d'Israël concerne l'approvisionnement en gaz naturel *via* l'Égypte, dont elle reçoit les trois-quarts de sa consommation annuelle. En réalité, la découverte, lors de la chute de H. Moubarak, du contrat très avantageux dont bénéficiait Israël a scandalisé les nouvelles autorités égyptiennes, qui ont pu mesurer l'ampleur de la perte sèche dont était victime le pays depuis trois décennies et l'ont remis en cause. Afin de pallier aux défaillances futures, Israël se rapproche désormais de l'Azerbaïdjan, à même de lui rendre toute autonomie énergétique.

Côté syrien, les relations sont bien plus complexes, puisqu'aucune normalisation des relations politiques et diplomatiques n'a jamais abouti. Depuis 1967 et le début de l'occupation du Golan, jusqu'à son annexion en 1981, les relations sont glaciales entre Damas et Tel-Aviv. Depuis mars 2011 et le début du « printemps syrien », Israël est en alerte maximale. La clôture métallique de 120 km de long sur le plateau du Golan est renforcée depuis plusieurs mois afin d'éviter les infiltrations de personnes et de marchandises diverses. Le début de la révolte en Syrie est ainsi considéré comme l'une des menaces les plus graves depuis la fin de la guerre du Kippour en 1973. Le Premier ministre Benjamin

Netanyahou s'est dit plus inquiet par ce « qui pourrait arriver aux stocks d'armes chimiques, aux roquettes et missiles »¹ que par le sort du régime de Bachar Al-Assad.

Quarante ans après la guerre de 1973, faut-il craindre le pire pour Israël et ses voisins ? Si la situation est tendue, voire explosive aux frontières d'Israël, le monde arabe divisé a probablement d'autres priorités à l'heure actuelle que de se retourner contre son « ennemi juré ». Les tensions internes aux États complètement morcelés, comme l'Égypte et la Syrie, suffisent largement à anéantir toute opération d'envergure contre l'État hébreu. Pour Charles Enderlin, s'il n'y a pas de risque régional, il y a des risques locaux en nombre : « pour ce qui est du Sinaï et du Golan, aujourd'hui, la situation est entièrement différente du contexte de 1973. Il n'y a pas de risque d'offensive militaire massive, mais la possibilité d'infiltrations, d'attaques terroristes voire de tirs de roquettes en direction du territoire israélien. Il faut souligner qu'avec l'Égypte, malgré tout, le traité de paix entre les deux pays est appliqué. Les relations entre l'armée égyptienne et les Israéliens sont permanentes et discrètes. Sur le Golan, Israël

**Le monde arabe divisé a
probablement d'autres priorités
à l'heure actuelle que de
se retourner contre
son « ennemi juré »**

1. Interview à la chaîne de télévision américaine Fox, le 22 juillet 2012.

ripostera à toute attaque sérieuse au cas où »¹. Michel Warschawki ajoute : « une des leçons tirées de 1973 a été de tenter d'éviter une situation où Israël est en guerre sur les deux fronts – égyptien et syrien – en même temps. La tension à la frontière Sud oblige Israël à normaliser au maximum avec l'Égypte. Puisque la frontière Nord est calme – du fait de B. Al-Assad –, la question du Golan n'est pas pour le moment posée. Quant au Sinaï, il est considéré d'ores et déjà par Israël comme une zone de non-droit où trafiquants et groupes armés plus ou moins autonomes font la loi et d'où essaient de venir des migrants – considérés comme un problème existentiel par les Israéliens. Réponse israélienne depuis plusieurs mois : un mur »².

La menace de l'État iranien

Israël ne peut gérer toutes les menaces à la fois. Pour Ygal Palmor, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, il faut gérer au mieux en amont : « il n'y a pas de lien direct entre la guerre de Kippour de 1973 et les événements actuels, et personne ne semble en faire. Mais le lien est ce qui perdure dans les consciences : cette idée de ne plus jamais baisser la garde, ne jamais minimiser la menace à laquelle nous faisons face, et toujours préparer des plans de contingence, au cas où. »³ Pour le gouvernement israélien, la menace immédiate semble donc plutôt ailleurs et l'échiquier a changé depuis 1973. L'obsession de la menace iranienne se trouve imbriquée plus que jamais dans ces enjeux géopolitiques nouveaux. On annonçait souvent la date du 1^{er} octobre 2012 comme la date déterminante à laquelle l'Iran serait à même d'être doté de sa première bombe nucléaire. Depuis : rien. Au regard de la transformation globale de la région depuis plusieurs mois, la question de la menace iranienne aurait pu rétrograder dans la conscience des politiques israéliens. Or, il n'en est rien, même après l'élection de H. Rohani, un président plus « modéré » que M. Ahmadinejad. Selon Y. Palmor, « la menace iranienne n'a jamais été la seule. Mais elle était, et elle reste, la plus importante à ce jour »⁴. Près d'un an après l'emballement médiatique autour de la question nucléaire et d'un éventuel conflit, la réélection de Barack Obama, puis les nouvelles élections israéliennes, il n'est plus question de guerre à court terme et les médias n'en parlent quasiment plus. De plus, Israël s'est révélé largement non préparé pour protéger sa population en cas de riposte plus que plausible de Téhéran aux agressions, et se trouve, depuis l'automne dernier et pour la première fois, isolé sur un tel choix stratégique, politique et militaire, la communauté internationale apparaissant frileuse à vouloir frapper Téhéran.

Dans de telles conditions, Israël prendra-t-il le risque d'une intervention hasardeuse alors que son image est déjà largement écornée et que la communauté

1. Entretien privé réalisé en mai 2013.

2. Entretien privé réalisé en mai 2013.

3. Entretien privé réalisé en mai 2013.

4. *Ibid.*

internationale craint pour l'équilibre de la région? Une guerre unilatérale n'ouvrirait-elle de nouvelles failles de déstabilisation, en plus des dissensions internes à l'Iran? Israël veut-il apporter la paix, se maintenir comme garant d'une certaine démocratie dans la région ou s'abattre sur l'Iran en déstabilisant un peu plus encore le fragile équilibre des rapports de force actuels? Il est en tout cas certain qu'Israël n'est pas prêt à revivre le cataclysme de 1973, et qu'il est pour cela disposé à anéantir préventivement ses ennemis. Parfois même avant qu'ils ne le deviennent ou sans avoir la certitude qu'ils frapperont en premier.

La question palestinienne, oubliée de l'histoire

N'a-t-on oublié personne dans ce panorama régional? Il y a peu à dire de nouveau sur la question palestinienne et les « printemps arabes » n'ont pas vraiment changé la donne, voire l'ont reléguée au dernier plan. Voilà probablement l'acteur politique régional le plus perdant de cette reconfiguration régionale. Les Palestiniens pâtissent aujourd'hui des nouvelles menaces régionales que subit Israël, maintenant le blocage des négociations, contrecarrant toute initiative diplomatique palestinienne et poursuivant le blocus à Gaza. La menace ne semble plus vraiment en être une : les Palestiniens des Territoires sont sortis épuisés de la seconde Intifada, ils se sont bien rendus compte que la violence ne leur avait rien apporté, et aussi que leur gouvernement impuissant n'était pas plus efficace en période de résistance non-violente. En cela, le *statu quo* peut dégénérer et la situation exploser, par dépit plus que par stratégie. Y. Palmor le dit lui-même : « il n'y a pas de "danger" palestinien, il y a un conflit en attente de solution, en attente de réconciliation »¹. Le conflit interminable a donc toutes les raisons de le rester.

Mais depuis des années, à l'image de son prédécesseur, B. Netanyahu poursuit la colonisation des Territoires et de Jérusalem-Est. Jamais B. Obama n'est parvenu à faire plier le Premier ministre israélien depuis son arrivée à la Maison Blanche. Et près d'un an après sa réélection, on ne voit toujours rien de concret venir, ni avec lui ni avec son nouveau secrétaire d'État John Kerry. Ce qui est bien la preuve que le *statu quo* est bien plus efficace, désormais, que la guerre pour Israël. ■

**Les Palestiniens pâtissent
aujourd'hui des nouvelles menaces
régionales que subit Israël**

1. *Ibid.*